

Laetitia Baldeschi,
Juliette Cohen et Bastien Drut

TURBULENCES **DANS** **L'ÉCONOMIE** **MONDIALE**

Transition énergétique,
bouleversements démographiques,
raréfaction des ressources



Laetitia Baldeschi,
Juliette Cohen et Bastien Drut

**TURBULENCES
DANS
L'ÉCONOMIE
MONDIALE**



Pour toute information sur notre fonds et les nouveautés dans votre domaine de spécialisation, consultez notre site web : www.deboecksuperieur.com

© De Boeck Supérieur s.a., 2023
Rue du Bosquet 7 – B-1348 Louvain-la-Neuve

Tous droits réservés pour tous pays.

Il est interdit, sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, de reproduire (notamment par photocopie) partiellement ou totalement le présent ouvrage, de le stocker dans une banque de données ou de le communiquer au public, sous quelque forme ou de quelque manière que ce soit.

Dépôt légal :

Bibliothèque nationale, Paris : février 2023

Bibliothèque royale de Belgique, Bruxelles : 2023/13647/026

ISBN : 978-2-8073-4922-3

Sommaire

Introduction	5
1. Le changement climatique rend l'économie plus imprévisible	7
2. La transition énergétique rend les prix de l'énergie plus volatils	23
3. La ruée vers les matières premières critiques pour la transition climatique.....	45
4. Le vieillissement de la population bouleverse la société.....	59
5. Vers la « grande pénurie » sur le marché du travail?....	73
6. Les risques macroéconomiques des cyberattaques.....	87
7. Vers une guerre des monnaies « numériques »?.....	97
8. Le coup d'arrêt à la mondialisation.....	105
9. Le retour des guerres commerciales, reflet des tensions géopolitiques grandissantes.....	117

TURBULENCES DANS L'ÉCONOMIE MONDIALE

10. Les turbulences dans les chaînes de valeur	139
11. La prise de conscience des dangers de l'austérité budgétaire.....	155
12. Les risques d'une dette élevée dans un nouveau régime d'inflation	173
13. L'accord de l'OCDE signifie-t-il la fin du dumping fiscal?	189
Table des matières.....	203

Introduction

La guerre en Ukraine apparaît comme le dernier épisode d'une succession de chocs qui, en l'espace de quinze ans, ont bouleversé l'ordre économique mondial qui avait prévalu entre le milieu des années 1980 et la crise financière de 2008. En effet, depuis cette dernière, la crise de la zone euro, la crise climatique puis la crise Covid ont amené l'économie mondiale dans une nouvelle ère de turbulences, et plusieurs signes laissent à penser que la volatilité économique est de retour pour de bon.

De grands changements structurels s'amorcent, qu'ils proviennent du changement climatique, de phénomènes démographiques ou encore de disruptions numériques. La lutte contre le changement climatique et la transition énergétique, impératives, peuvent occasionner des mouvements particulièrement violents sur les prix des matières premières en général et de l'énergie en particulier. Cela pourrait conduire à une inflation durablement plus élevée, tout comme les pénuries sur le marché du travail, qui devraient être plus fréquentes à l'avenir, du fait du vieillissement de la population.

En parallèle des développements climatiques, démographiques et numériques, la « mondialisation heureuse » semble

être révolue. Elle est contestée dans les pays développés pour son rôle dans l'augmentation des inégalités et pour son impact environnemental. Les déséquilibres commerciaux ont conduit au retour des guerres commerciales. Les chaînes d'approvisionnement mondiales pourraient en être durablement perturbées, en raison des restrictions commerciales mais aussi de la raréfaction des ressources. Obtenir des biens rapidement et bon marché ne sera vraisemblablement plus aussi facile que lors des décennies précédentes.

Les crises traversées au cours de ces dernières années ont remis au centre du jeu le rôle de l'État, qui est intervenu massivement pendant la crise Covid et qui devra assurer demain le rôle de planificateur de la transition climatique. Cela a eu et aura un coût en termes de finances publiques. Mais le probable retour d'une inflation plus élevée devrait provoquer le retour de taux d'intérêt plus élevés à une époque où l'endettement, qu'il soit public ou privé, a très fortement augmenté après les crises de ces dernières années. Investir pour répondre aux défis qui nous attendent coûtera plus cher et il y aura probablement des choix douloureux à faire.

Nous avons souhaité aborder dans ce livre le retour de la volatilité au travers de cinq grands thèmes : la crise climatique, le vieillissement de la population, les disruptions numériques, la fin de la mondialisation heureuse et la dette. Cette liste n'a pas vocation bien entendu à être exhaustive et d'autres défis nous attendent pour les années à venir.

Comme nous le verrons, tous ces changements seront vraisemblablement à l'origine de temps plus volatils pour l'économie...

Chapitre 1

Le changement climatique rend l'économie plus imprévisible

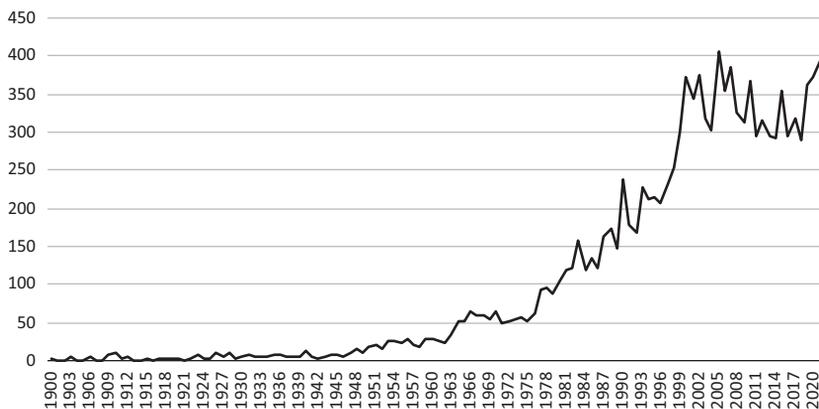
Le changement climatique et ses effets directs apparaissent désormais comme une source évidente de perturbations et donc de volatilité économique. L'été 2022 a fourni de nombreux exemples, partout dans le monde, de la matérialisation de « risques physiques » liés au changement climatique. En Europe, la sécheresse de 2022 a par exemple été la pire depuis au moins 500 ans¹. Ces événements ont entraîné des perturbations économiques en affectant la production d'énergie, les récoltes agricoles, la disponibilité des voies de navigation ou encore les infrastructures de tourisme.

Les politiques de transformation vers une économie bas carbone, qui vont devoir s'intensifier afin de respecter les engagements climatiques des différents États, présentent un risque de transition et peuvent, elles aussi, être une source de volatilité économique. Elles comprennent par essence une part d'inconnue importante, puisque certains secteurs vont devoir faire face à une transformation profonde, qui s'accompagnera de ruptures technologiques. Les politiques publiques qui doivent

1. Global Drought Observatory, « Drought in Europe, August 2022 », 2022.

les accompagner sont en cours de définition et n'offrent pas toujours la visibilité et le cadre réglementaire nécessaires à la prise de décision.

Enfin, dans cette phase de transition et de vulnérabilité accrue de l'économie, tout choc exogène est amplifié. L'exemple de l'impact de la guerre en Ukraine sur le secteur énergétique européen, en profonde mutation pour répondre aux objectifs climatiques de l'UE, est une bonne illustration. Pour autant, cela ne veut pas dire qu'il faut renoncer au changement, bien au contraire, puisque les coûts économiques de l'adaptation au changement climatique sont bien inférieurs au coût de l'inaction, et il est probable que l'on aille vers une ère de volatilité économique accrue quelle que soit la voie adoptée.



Source : EMDAT

Figure 1.1 : Nombre d'événements climatiques extrêmes

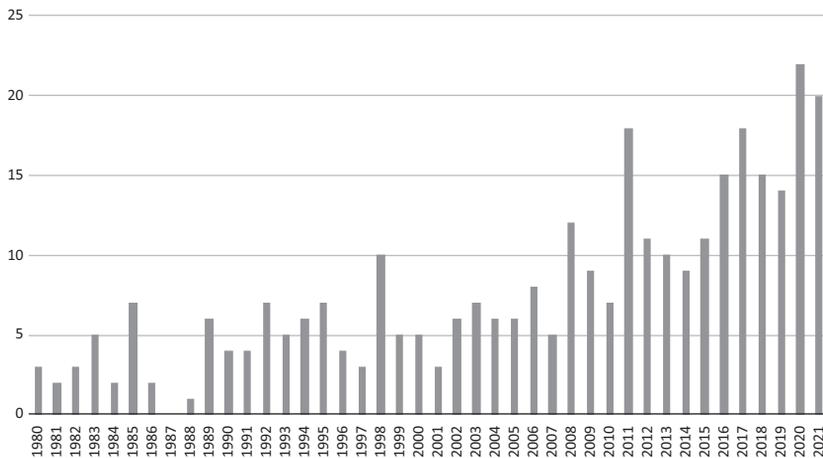
N.B. : ces données recensent les tempêtes, vagues de chaleur, vagues de froid, feux de forêt, inondations, sécheresse et vidanges brutales de lacs glaciaires.

LES ÉVÉNEMENTS CLIMATIQUES EXTRÊMES VONT SE MULTIPLIER

Le sixième rapport du GIEC publié en 2022 ne laisse pas de place au doute. Il recense de plus en plus d'événements climatiques extrêmes ou à évolution plus lente (sécheresses, perturbation des régimes de vent, modification de la pluviométrie) ayant un impact économique négatif. Il note des effets du changement climatique négatifs à long terme sur de nombreux secteurs (agriculture, foresterie, pêche, énergie, tourisme) ainsi que sur la productivité du travail en plein air. Certains phénomènes météorologiques extrêmes, tels que les cyclones tropicaux ou les inondations, ont pour effet de réduire l'activité économique à court terme. La destruction des habitations et des infrastructures conduit à des pertes de revenus et de recettes fiscales. La baisse de la productivité agricole peut avoir des conséquences sur la santé humaine et sur la sécurité alimentaire. La localisation d'habitations et d'infrastructures dans les zones à risque peut aggraver l'ampleur des pertes lors des catastrophes climatiques.

Pour le GIEC, l'augmentation de la fréquence des événements climatiques extrêmes constitue la deuxième famille de risques liés au changement climatique, après la destruction des écosystèmes, et cela, quel que soit le scénario de transition qui sera adopté. La fréquence et l'ampleur de ces événements progresseront au fur et à mesure de l'augmentation de la température globale. L'Organisation météorologique mondiale, institution des Nations unies, estime que celles-ci ont déjà causé plus de deux millions de décès et 3 640 milliards de dollars de pertes économiques sur la période 1970-2019². Par ailleurs, il est important de souligner qu'elles détruisent les habitats naturels des animaux, ce qui provoque leur déplacement et augmente la probabilité de propagation d'épidémies.

2. World Meteorological Organization, «2020 State of Climate Services», 2020.



Source : National Centers of Environmental Information

Figure 1.2 : États-Unis : nombre d'événements climatiques extrêmes ayant causé plus d'un milliard de dollars de dommages

UN IMPACT PLUS DURABLE SUR LA CROISSANCE

Jusqu'à présent, le changement climatique, qu'il s'agisse d'événements extrêmes tels que les ouragans ou des vagues de sécheresse, n'a eu que des impacts temporaires sur la croissance et l'inflation. Prenons l'exemple de la sécheresse constatée à l'été et à l'automne 2018 en Allemagne, qui avait provoqué une forte baisse du niveau du Rhin, bloquant la navigation sur le fleuve pendant plusieurs semaines. Cela avait eu pour conséquence d'amputer significativement la production de plusieurs secteurs économiques importants (automobile, énergie, chimie), tributaires des approvisionnements fluviaux. L'ampleur de ces bouleversements s'était avérée non négligeable : le think tank allemand IFW a estimé que cela avait coûté 0,2 % de croissance trimestrielle au troisième trimestre et 0,1 % au quatrième trimestre 2018³. Au total, les conditions climatiques extrêmes ont dû coûter à l'Allemagne au moins 0,3 point de croissance sur

3. IFW, «Economic Outlook : Winter 2018».

l'année 2018, mais un rebond de la croissance avait eu lieu dès le début 2019. La question qui se pose pour les années à venir est de savoir si l'impact du changement climatique sur la croissance et l'inflation sera plus durable ou si ses impacts négatifs seront plus fréquents, ce qui provoquerait une certaine imprévisibilité des données économiques majeures.

Dans son discours prononcé à la conférence de Jackson Hole d'août 2022⁴, la membre du directoire de la BCE Isabel Schnabel a estimé que le changement climatique constituait désormais un facteur majeur de volatilité économique : « Le changement climatique est un facteur majeur. L'expérience de ces dernières années ne laisse aucun doute sur le fait que l'incidence et la gravité des phénomènes météorologiques extrêmes et perturbateurs augmentent fortement, exposant l'économie mondiale à une plus grande volatilité de la production et de l'inflation. Les défis auxquels nous sommes confrontés entraîneront probablement des chocs plus importants, plus fréquents et plus persistants dans les années à venir. »

C'est ce que corroborent plusieurs études récentes. Il est intéressant de noter que les études sur le changement climatique et sur ses effets sur la croissance ont été relativement rares jusqu'à une période récente. L'un des obstacles pour ce type de travaux réside dans la difficulté de modéliser plusieurs impacts concomitants comme les hausses des températures, la variation des précipitations ou encore le changement de régime des vents. Les études se sont donc plutôt focalisées sur la principale conséquence du changement climatique : le réchauffement. Pour les projections futures, ces études reprennent généralement les différents scénarios de transition définis par le GIEC⁵.

4. « Monetary policy and the Great Volatility », Jackson Hole, 27 août 2022.

5. Cinq scénarios à horizon 2100 fondés sur les trajectoires socio-économiques partagées (SSP) sont utilisés dans le sixième rapport d'évaluation du GIEC (AR6). Ces scénarios incluent des trajectoires d'émissions de GES élevées sans atténuation du changement climatique (SSP 3 et 5), un scénario intermédiaire (SSP2) et deux scénarios de nouvelles trajectoires d'émissions de GES faibles (2 scénarios SSP1).

En retenant un scénario d'augmentation de température de 4,5 °C par rapport à l'ère préindustrielle en 2100 (le scénario le plus pessimiste envisagé par le GIEC), une étude publiée dans la revue *Nature*⁶ estime que le PIB par habitant sera *in fine* inférieur de 23 % à ce qu'il aurait été sans changement climatique. L'effet négatif sur l'activité serait de plus en plus fort à mesure que les températures globales augmentent et serait nettement plus marqué dans les pays pauvres, avec des chutes du PIB par habitant de l'ordre de 80 % pour la plupart des pays africains. Une autre étude publiée dans *Nature*⁷ indique que le coût économique du changement climatique sera d'autant plus élevé que les décisions pour lutter contre celui-ci sont prises tard. En travaillant sur un échantillon de 124 pays, une étude de 2021 de la Fed⁸ a montré que l'augmentation des températures n'avait pas seulement un impact négatif sur le taux de croissance moyen des économies, mais aussi sur la distribution de cette croissance : plus les températures sont élevées, plus les contractions d'activité seront sévères toutes choses égales par ailleurs. C'est particulièrement le cas pour les pays chauds et à faibles revenus. Là aussi, les effets du changement climatique sont loin d'être identiques entre pays et contribueront à accroître les inégalités mondiales.

UN IMPACT ÉGALEMENT PLUS DURABLE SUR L'INFLATION

Isabel Schnabel juge que le changement climatique aura un impact durable et de plus en plus marqué sur l'inflation, mais qu'il induira également plus de volatilité. À moyen terme, la transition énergétique et la guerre en Ukraine vont rendre les énergies fossiles plus rares et plus chères, à un moment où les énergies renouvelables ne sont pas encore suffisamment

6. Burke M., Hsiang S. et Miguel E., «Global non-linear effect of temperature on economic production», *Nature*, 2015.

7. Sanderson B. et O'Neill B., «Assessing the costs of historical inaction on climate change», *Nature*, 2020.

8. Kiley M., «Growth at Risk From Climate Change», Federal Reserve Finance and Economics Discussion Series, 2021.

développées pour prendre le relais. Dans un scénario adverse, « des pénuries, en particulier en Europe, pourraient nécessiter des ajustements douloureux de la production et de la consommation ».

Isabel Schnabel⁹ liste trois sources structurelles d'inflation liées au changement climatique et qui risquent d'être durables :

- la « *climateflation* » liée au changement climatique en lui-même. Les désastres et événements climatiques extrêmes seront plus fréquents et auront un coût économique plus élevé ainsi qu'un impact plus fort sur les prix (on peut penser à l'effet des sécheresses sur les prix agricoles) ;
- la « *fossilflation* », c'est-à-dire le coût de notre dépendance encore très importante aux sources d'énergie fossile (en 2019, les produits pétroliers et le gaz naturel représentaient 85 % de l'énergie consommée dans la zone euro). Leur poids dans notre consommation totale d'énergie n'a pas baissé, alors que les investissements dans la production ont été réduits. C'est l'un des éléments qui a été mis en avant par la crise énergétique de 2022 où l'offre d'énergie fossile apparaissait insuffisante pour satisfaire une demande croissante ;
- la « *greenflation* ». La plupart des technologies vertes nécessitent des quantités importantes de métaux et de minéraux, tels que le cuivre, le lithium et le cobalt, en particulier pendant la période de transition. Or, leur offre est actuellement limitée et le développement de nouvelles mines s'inscrit dans un temps long, allant de 5 à 10 ans¹⁰. Ces matières premières rares verront leurs prix monter, comme nous l'évoquerons dans le chapitre consacré aux ressources rares. Nous sommes également face à un paradoxe, « plus le passage à une économie plus verte devient rapide et urgent, plus il peut devenir coûteux à court terme ».

9. Discours d'Isabel Schnabel prononcé le 17 mars 2022, « A new age of energy inflation : *climateflation, fossilflation and greenflation* ».

10. Une explication plus détaillée est fournie au chapitre 3.

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE PLACE LES ENTREPRISES FACE À DES CHOIX STRATÉGIQUES

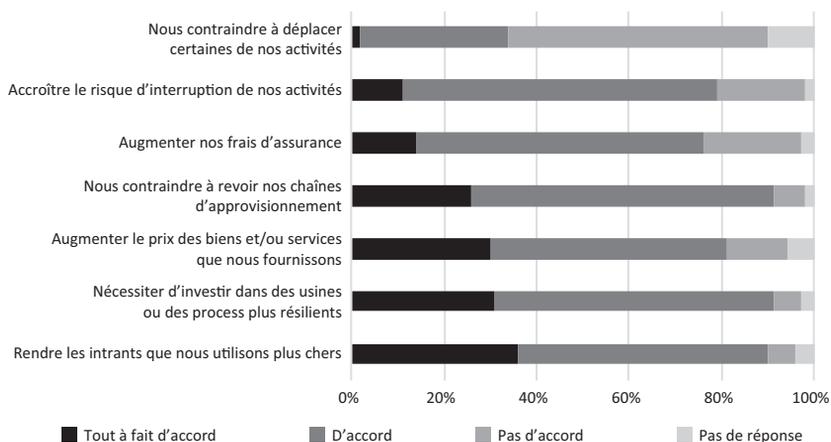
Un autre élément qui peut contribuer à renforcer la volatilité économique est la difficulté pour les entreprises à se projeter dans la phase de transition énergétique alors que les politiques publiques qui l'accompagnent sont toujours en cours de définition et que les divergences entre pays sont fortes. Si l'objectif de neutralité carbone était partagé par 136 pays à la mi-2022, les choix de politiques publiques pour y parvenir demeurent trop souvent définis en fonction des spécificités nationales. Il suffit pour se convaincre du degré de divergences des politiques publiques de se pencher sur la taxation du carbone, qui est une mesure jugée efficace pour accélérer la transition climatique. À la mi-2022, le FMI ne recensait des dispositifs de taxation du carbone que dans 46 pays, et les niveaux de tarification étaient très différents puisqu'ils allaient de 1 à 142\$ la tonne.

Au début de l'année 2022, la BCE a mené une enquête auprès des 90 principales multinationales européennes¹¹ afin d'évaluer l'impact du changement climatique sur leurs activités, mais aussi afin de les interroger sur les principaux défis auxquels elles devront faire face et les mesures qui pourraient les aider dans cette transition. Les résultats montrent que ces entreprises ont des inquiétudes par rapport à la transition et aux défis technologiques pour adopter des modes de production plus propres : 80 % des entreprises sondées affirment que limiter leur contribution au changement climatique les obligerait à adopter des technologies qui n'existaient pas encore ; 90 % d'entre elles estiment que cette transition s'accompagnera de coûts supplémentaires, qu'il s'agisse d'investissements, de polices d'assurance ou d'achats d'intrants. Elles citent également l'augmentation des risques physiques qui pourraient toucher leur approvisionnement en matières premières, l'intégrité de leurs installations de production, de leurs infrastructures, de leurs chaînes d'approvisionnement ou leur logistique et même

11. BCE, «The impact of climate change on activity and prices – insights from a survey of leading firms», *Economics Bulletin*, 2022.

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

le bien-être des employés. Ces entreprises soulignent largement l'importance d'un cadre réglementaire stable et la nécessité d'une cohérence entre les secteurs et les régions géographiques afin de garantir des conditions de concurrence équitables.



Source : BCE, 2022, *“The impact of climate change on activity and prices – insights from a survey of leading firms”*

Figure 1.3 : Réponse des grandes entreprises de la zone euro à la question : «Le changement climatique ou l'adaptation au changement climatique va...»

LE TRAVAIL RENDU PLUS PÉNIBLE

Les conséquences du changement climatique sur le marché de l'emploi sont de deux ordres : le premier est une perte de productivité liée à l'élévation des températures et le second concerne les mutations du monde du travail qui vont être la conséquence de la transition vers une économie moins carbonée.

Une étude de la revue *The Lancet*¹² met en avant qu'au-delà d'un seuil de température de 25 °C, le stress thermique provoque une baisse de la productivité des travailleurs.

12. «Effects of climate change on combined labour productivity and supply : an empirical, multi-model study», juillet 2021.

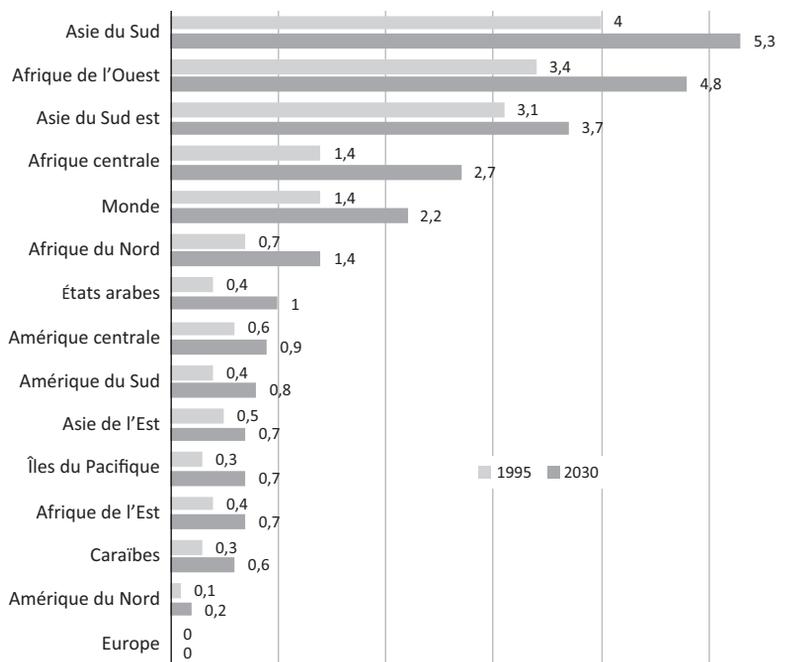
À 33-34 °C, un travailleur manuel perd 50 % de sa capacité de travail. Ceux qui sont le plus susceptibles d'y être confrontés sont ceux qui travaillent en extérieur dans les secteurs de l'agriculture ou de la construction. Cependant, le stress thermique peut également devenir un problème pour les travailleurs à l'intérieur des usines et des ateliers mal isolés, et aussi dans certains secteurs tertiaires comme la collecte des ordures ménagères, les transports ou le tourisme. À terme, un stress thermique important deviendra également un problème pour les emplois de bureau. Au global, l'Organisation internationale du travail (OIT) estime que 4 milliards d'individus vont y être confrontés. L'impact du changement climatique sera différencié selon les régions du monde, et les travailleurs qui seront les plus impactés par les vagues de chaleur extrême se situent en Afrique et en Asie. Selon l'OIT, les hausses de température prévues rendront le stress thermique plus fréquent, réduisant de 2,2 % le nombre total d'heures travaillées dans le monde d'ici 2030¹³, ce qui représente 80 millions d'emplois à temps plein et un coût de 2400 milliards de dollars. La baisse de productivité atteindrait 5 % en Asie du Sud et en Afrique de l'Ouest. Selon une étude européenne¹⁴, dans un scénario de réchauffement élevé, la perte de productivité pourrait atteindre 17 % en Europe du Sud à la fin du siècle par exemple, alors que cette baisse de productivité pourrait être limitée à 7 % dans le cadre d'un réchauffement limité à 2 °C. La principale solution pour limiter l'impact du réchauffement climatique sur la productivité est bien entendu de limiter son ampleur, mais d'autres solutions devront également être mises en œuvre comme l'amélioration des infrastructures, des outils, de l'équipement et des vêtements de travail. La réglementation aura un grand rôle à jouer, et certains pays ont déjà adopté des réglementations spécifiques pour protéger les travailleurs contre l'exposition

13. OIT, «Working on a WARMER planet : the impact of heat stress on labour productivity and decent work», 2019.

14. Gosling S., Zaherpour J. et Ibarreta D., «PESETA III : climate change impacts on labour productivity», 2018.

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

à la chaleur en fixant par exemple des températures maximales auxquelles les travailleurs peuvent être exposés ou en exigeant des équipements de protection. Enfin, l'OIT met en avant le fait que le réchauffement climatique va renforcer les inégalités existantes au sein du marché du travail et renforcer les migrations de travailleurs à la recherche de conditions de travail dignes.



Source : estimations de l'Organisation Internationale du Travail dans un scénario de réchauffement de 1,5 °C

Figure 1.4 : Heures de travail perdues en raison du stress thermique par sous-région, 1995 et projections pour 2030 (pourcentages)

Selon l'OIT, la transition climatique devrait conduire à une création nette d'emplois au niveau mondial. Cette transition implique des changements structurels dans les secteurs fortement émetteurs de gaz à effet de serre (notamment l'énergie,

les transports, l'agriculture et la construction). Ils s'accompagneront de destructions d'emplois existants et de créations de nouveaux emplois qui demanderont le développement de nouvelles compétences. L'OIT met en avant la notion d'«emplois verts», c'est-à-dire des emplois décents qui contribuent à la préservation et la restauration de l'environnement, soit dans les secteurs traditionnels tels que l'industrie manufacturière et la construction, soit dans de nouveaux secteurs émergents comme les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique.

Par exemple, dans le seul secteur de l'énergie, les mesures pour limiter le réchauffement climatique à une trajectoire à 2°C au-dessus des niveaux préindustriels conduiraient à la création nette de 18 millions d'emplois dans le monde d'ici 2030, avec la création de 24 millions de nouveaux emplois liés aux ENR, à l'efficacité énergétique ou aux véhicules électriques et la perte d'environ 6 millions d'emplois notamment dans le charbon et le pétrole. Le rapport 2020 de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) estime que le nombre d'emplois dans les énergies renouvelables pourrait tripler d'ici 2030, pour atteindre 30 millions à l'échelle mondiale.

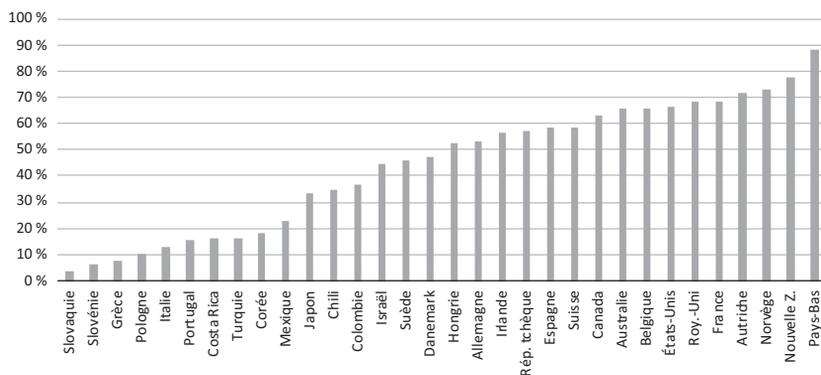
Sur ce point, le dialogue social et la protection sociale joueront des rôles importants, car les transitions pourront parfois être difficiles. Une étude du FMI¹⁵ portant sur 34 pays sur la période 2005-2019 montre qu'il est assez difficile de décrocher un emploi vert lorsque l'on occupe un emploi à forte intensité de pollution. En effet, la probabilité pour un individu en emploi de passer d'un poste intensif en pollution à un poste «vert» est de 7 % par an. En revanche, la probabilité de trouver un nouveau poste vert pour quelqu'un qui occupe déjà un poste vert est bien plus importante, puisqu'elle est de 54 % par an. Cela ne veut pas dire que les employés des secteurs les plus polluants n'ont aucune chance de trouver un emploi «vert», mais cela souligne qu'ils auront besoin d'un accompagnement

15. Voir le post publié le 13 avril 2022 sur le blog du FMI « The right labor market policies can ease the green jobs transition ».

pour y arriver. Clairement, la formation doit faire partie intégrante des politiques de transition environnementale, surtout pour les employés les moins diplômés.

LA FRÉQUENCE ACCRUE DES CATASTROPHES CLIMATIQUES FAIT PESER UN RISQUE SUR LEUR ASSURABILITÉ

Le changement climatique pose aussi la question de la protection financière. Les catastrophes naturelles, dont une bonne part est liée au changement climatique, ont causé 2900 milliards de pertes dans les pays de l'OCDE entre 1990 et 2019, mais 58 % des dommages n'étaient pas assurés¹⁶. Des problèmes d'assurabilité commencent à émerger avec les augmentations des prix liées à l'augmentation de la fréquence des événements climatiques. C'est déjà le cas aux États-Unis, par exemple pour l'assurance vis-à-vis des incendies de forêt en Californie ou des ouragans en Floride. Pourtant, la couverture des pertes économiques liées aux événements climatiques est



Source : OCDE (2021)

Figure 1.5 : Part des pertes économiques causées par des catastrophes qui étaient assurées (2000-2019), en %

16. OCDE, « Améliorer la protection financière contre les risques de catastrophe », 2021.

La volatilité économique est de retour !

La crise de la zone euro, le retour des guerres commerciales, la crise climatique puis la crise Covid et la guerre en Ukraine ont amené l'économie mondiale dans une nouvelle ère de turbulences.

Cette succession de chocs bouleverse l'ordre économique mondial qui a prévalu pendant les 30 années précédentes. La « mondialisation heureuse » semble désormais révolue et les chaînes d'approvisionnement pourraient être durablement perturbées du fait de rivalités exacerbées entre États et de la raréfaction des ressources. La lutte contre le changement climatique et la transition énergétique, impératives, pourront occasionner des mouvements particulièrement violents sur les prix des matières premières et par voie de conséquence sur l'inflation. Par ailleurs, ces crises qui ont nécessité l'intervention massive de l'État dans l'économie, ont conduit à la remise en cause de certains dogmes du capitalisme tels que l'austérité budgétaire ou l'indépendance des banques centrales...

Après l'analyse des bouleversements auxquels l'économie mondiale est confrontée, les auteurs envisagent des perspectives d'évolution.

Laetitia Baldeschi a débuté sa carrière chez CPR Intermédiation & CPR Finance comme économiste, avant de rejoindre Banque CPR puis CPR AM en tant que stratéliste. Elle est actuellement responsable des Études et de la Stratégie de CPR AM.

Juliette Cohen a débuté sa carrière au sein de l'équipe commerciale de CPR AM avant de faire partie des équipes marketing de CPR AM. Elle a rejoint ensuite les équipes de gestion diversifiée d'Amundi en tant que Product Specialist. Actuellement, elle est Stratéliste chez CPR AM.

Bastien Drut est docteur en économie et responsable de la macro/stratégie thématique chez CPR AM. Il est professeur associé au CNAM et il est l'auteur de nombreux ouvrages.

ISBN : 978-2-8073-4922-3



9 782807 349223

Prix : 19,90 €

www.deboecksuperieur.com